



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**Arrêté préfectoral complémentaire actualisant les conditions d'autorisation d'exploiter les  
installations de la SA BACCARAT à BACCARAT à la suite de l'instruction du dossier de  
réexamen et de la reconstruction du four de fusion  
de cristal A**

N° 20230439

**LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles (prévention et réduction intégrées de la pollution), dite directive IED ;

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.181-14, R.181-45 et le titre 1<sup>er</sup> du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n°2013-374 du 2 mai 2013 portant transposition des dispositions générales et du chapitre II de la directive européenne 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le décret n°2014-285 du 3 mars 2014 revoyant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) à la suite de l'entrée en vigueur de la directive Seveso 3 du 4 juillet 2012 ;

Vu les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles dans la fabrication du verre (GLS) publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 8 mars 2012 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

../...

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 12 mars 2013 modifié relatif à l'industrie du verre et de la fibre minérale ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 mai 2013 relatif aux définitions, liste et critères de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 août 2014 relatif aux recommandations sanitaires en vue de prévenir les effets de la pollution de l'air sur la santé ;

Vu l'arrêté interministériel du 7 avril 2016 relatif au déclenchement des procédures préfectorales en cas d'épisodes de pollution de l'air ambiant ;

Vu le document cadre zonal de protection de l'atmosphère (DZPA) adopté par le Préfet de Zone de Défense, Préfet de la Région Lorraine le 27 mars 2015 ;

Vu l'arrêté interpréfectoral du 24 mai 2017 relatif à la gestion des épisodes de pollution atmosphérique et au déclenchement des procédures d'information-recommandation et d'alerte ;

Vu l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié actualisant les conditions de l'autorisation applicables aux installations exploitées par la SA BACCARAT à BACCARAT ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2014-0162 du 31 juillet 2014 actant la rubrique 3330 relative à la fabrication du verre comme rubrique principale « IED » dont relève l'établissement précité et que les conclusions sur les MTD (Meilleures Techniques Disponibles) pour la fabrication du verre (GLS), associées à cette rubrique principale, lui sont applicables ;

Vu le dossier transmis par la SA BACCARAT le 7 août 2013 relatif à la reconstruction du four de fusion de cristal A au sein de son établissement de BACCARAT ;

Vu le dossier de réexamen des conditions de fonctionnement de la fabrique d'articles en cristal exploitée par la SA BACCARAT à BACCARAT en comparaison aux Meilleures Techniques Disponibles (MTD) transmis par cet exploitant au préfet de Meurthe-et-Moselle par courrier du 4 juin 2014 ;

Vu les compléments apportés par la SA BACCARAT le 17 juin 2014 au dossier de réexamen précité ;

Vu la demande de dérogation relative à la valeur limite issue de l'application des meilleures techniques disponibles, adressée par la SA BACCARAT au préfet de Meurthe-et-Moselle le 6 août 2015 et complétée le 3 février 2016 ;

Vu la consultation du public qui s'est déroulée sur la demande de dérogation précitée du 18 avril 2016 au 21 mai 2016 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 12 avril 2018 ;

Vu les observations présentées par la SA BACCARAT au préfet de Meurthe-et-Moselle par lettre du 17 mai 2018 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de sa séance du 25 mai 2018 ;

Vu les observations présentées par la SA BACCARAT au préfet de Meurthe-et-Moselle par lettre du 3 juillet 2018 sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire soumis au CODERST lors de sa séance du 25 mai 2018 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 28 août 2018 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2016-0131 du 16 octobre 2018 actualisant les conditions d'autorisation d'exploiter les installations de la SA BACCARAT à BACCARAT à la suite de l'instruction du dossier de réexamen et de la reconstruction du four de fusion de cristal A ;

Vu le sous-article 7.1 de l'arrêté préfectoral 2016-0131 du 16 octobre 2018 encadrant les rejets atmosphériques liés à la fusion ;

Vu les remarques de l'exploitant lors de la visite d'inspection du 6 décembre 2022 sur les rejets atmosphériques liés à la fusion, visés au sous-article 7.1 de l'arrêté susvisé ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est du 31 janvier 2023 ;

Vu le projet du présent arrêté préfectoral transmis à l'exploitant pour observations éventuelles le 30 juin 2023 ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 10 juillet 2023 informant les services préfectoraux de l'absence de commentaire de sa part sur le projet du présent arrêté ;

Considérant que la rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement associée à l'activité principale exercée au sein de la cristallerie exploitée par la SA BACCARAT sur le territoire de la commune de BACCARAT est la rubrique 3330 relative à la fabrication du verre, y compris de fibres de verre, avec une capacité de fusion supérieure à 20 tonnes par jour et que les conclusions sur les Meilleures Techniques Disponibles associées à cette rubrique sont celles relatives à la fabrication du verre (BREF GLS) ;

Considérant que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) dans la fabrication du verre (GLS) ayant été publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne le 8 mars 2012, conformément aux dispositions du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de cette publication :

- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations concernées sont réexaminées et, au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R.515-67 et R.515-68 du code de l'environnement ;
- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions ;

Considérant que les prescriptions réglementaires doivent tenir compte de l'efficacité des meilleures techniques disponibles (MTD) décrites dans l'ensemble des documents de référence applicables aux installations et être conformes aux niveaux d'émissions décrits dans les conclusions sur les MTD dans la fabrication du verre (GLS) ;

Considérant qu'au regard des meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations de fabrication de verre, il est nécessaire d'actualiser les conditions d'autorisation de la fabrique d'articles en cristal exploitée par la SA BACCARAT à BACCARAT ;

Considérant qu'il n'a pas été mis en évidence une dégradation de l'état chimique de la masse d'eau MEURTHE 3 à cause du plomb ;

Considérant qu'au vu des éléments d'appréciation accompagnant la demande de dérogation formulée par la SA BACCARAT aux performances issues de l'application des MTD pour les rejets de plomb de sa cristallerie dans l'eau, le coût unitaire d'abattement des émissions de plomb pour respecter les performances issues de l'application des MTD est estimé à 3 555 euros par kg de plomb, ce qui entraînerait une hausse des dépenses de fonctionnement injustifiée au regard des bénéfices pour l'environnement ;

Considérant la nécessité de maîtriser les émissions diffuses des fours de fusion de la cristallerie dans l'air ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter la cristallerie ne peut être accordée que si ses dangers et ses inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que le sous-article 7.1 de l'arrêté préfectoral 2016-0131 du 16 octobre 2018 encadrant les rejets atmosphériques liés à la fusion doit mentionner les valeurs et paramètres des émissions atmosphériques issues des installations de fusion pour les fours A, B et C, tel que présenté lors du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) lors de la séance du 25 mai 2018 ;

Considérant que les mesures prescrites par le présent arrêté sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations de la cristallerie ;

Considérant que les termes du présent arrêté ne renforcent ni n'allègent les prescriptions imposées à la SA BACCARAT et que, dès lors, ils ne nécessitent pas d'être soumis à l'avis du CODERST, comme le permet l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La SA BACCARAT, ci-après dénommée "l'exploitant", dont le siège social est situé 20 rue des Cristalleries - 54120 BACCARAT, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa fabrique d'articles en cristal sur le territoire de la commune de BACCARAT, sous réserve du strict respect des dispositions de l'arrêté préfectoral 2010/111 du 25 juin 2010 modifié, actualisées et complétées par les prescriptions fixées par le présent arrêté.

### **Article 2 : Modification des valeurs limites d'émissions dans l'air**

#### **Sous-article 2.1 : Rejets atmosphériques liés à la fusion**

A compter de la date de notification du présent arrêté, les dispositions du sous-article 7.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire 2016-0131 du 16 octobre 2018 modifié sont remplacées par les prescriptions suivantes :

#### **« Article 3.3.1.1 Rejets atmosphériques liés à la fusion**

Les émissions atmosphériques issues des installations de fusion doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentrations (mg/Nm<sup>3</sup>), les volumes des gaz rejetés à l'atmosphère étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

- à une teneur en oxygène (O<sub>2</sub>) précisée dans le tableau ci-dessous.

<b>Polluants</b>	<b>Four à pot</b>	<b>Fours à bassin A, B et C</b>	<b>Hotte du four B</b>	<b>Hotte du four C</b>
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	13 %	8 %	-	-
Poussières totales	10	10	30	10
SO <sub>2</sub>	200	200	-	-
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>	1 500	1 500	-	-
HCl	20	20	-	-
Fluor et composés inorganiques du fluor en HF	5	5	-	-
Cd <sup>(1)</sup>	0,05	0,05	0,05	0,05
Hg <sup>(1)</sup>	0,05	0,05	0,05	0,05
Tl <sup>(1)</sup>	0,05	0,05	0,05	0,05
Cd + Hg + Tl <sup>(1)</sup>	0,5	0,5	0,1	0,1
As + Co + Ni + Se <sup>(2)</sup>	1	1	1	1
Pb <sup>(3)</sup>	1	1	1	1
Sb + Cr total + Cu + Sn + Mn + V <sup>(4)</sup>	5	5	5	5
COV totaux	20	20	-	-
COV R45, R46, R49, R50, R61 <sup>(5)</sup>	2	2	-	-
COV R40 <sup>(6)</sup>	20	20	-	-
Formaldéhyde + phénols	20	20	-	-
CO <sup>(7)</sup>	100	100	-	-
H <sub>2</sub> S	5	5	-	-
Amines	5	5	-	-
HAP	0,1	0,1	-	-
Bore	Substance faisant uniquement l'objet d'une surveillance à l'émission	-	-	-

(<sup>1</sup>) si le flux horaire total de cadmium, mercure, thallium et leurs composés, sous forme gazeuse et particulaire, dépasse 1 g/h;

(<sup>2</sup>) si le flux horaire total d'arsenic, de cobalt, de nickel, de sélénium et de leurs composés dépasse 5 g/h;

(<sup>3</sup>) si le flux horaire total de plomb et de ses composés dépasse 5 g/h;

(<sup>4</sup>) si le flux horaire total d'antimoine, de chrome total, de cuivre, d'étain, de manganèse, de vanadium et de leurs composés dépasse 25 g/h;

(<sup>5</sup>) si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h;

(<sup>6</sup>) si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 100 g/h;

(<sup>7</sup>) si le flux horaire est supérieur à 0,5 kg/h.

».

### **Article 3 : Information des tiers**

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ([www.meurthe-et-moselle.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.gouv.fr) – Rubrique Actions de l'Etat > Environnement > Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) > Publications réglementaires).

#### **Article 4 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement.

#### **Article 5 : Voies et délais de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Nancy :

1° par le pétitionnaire ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la présente décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

#### **Article 6 : Exécution de l'arrêté**

Le secrétaire général de la préfecture et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera notifié à la SA BACCARAT et dont copie sera adressée :

- à la sous-préfecture de Lunéville,
- au maire de Baccarat,
- au directeur départemental des Territoires,
- au délégué territorial de Meurthe-et-Moselle de l'agence régionale de santé,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au chef du service interministériel de défense et de protection civile.

NANCY, le 28 JUL 2023

Pour le secrétaire général absent et par délégation,  
Le sous-préfet de Val de Briey

Richard Daniel BOISSON